



# Projet de loi de finances pour 2023 Examen des principaux éléments de l'équilibre

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 2 novembre 2022



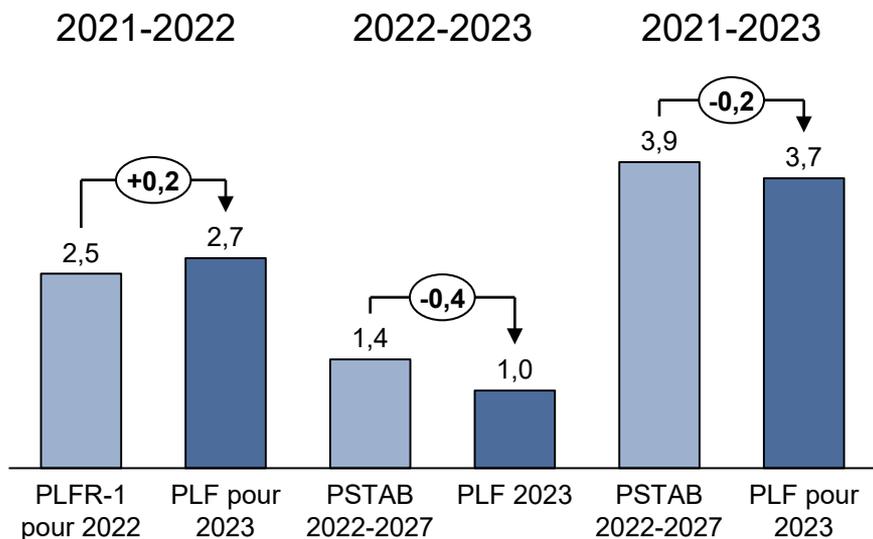


**Le scénario macroéconomique du  
Gouvernement est trop optimiste si ce  
n'est dépassé**

# Le Gouvernement fait l'hypothèse d'une croissance de 2,7% en 2022 et de 1 % en 2023

## Évolution de la prévision de croissance du Gouvernement

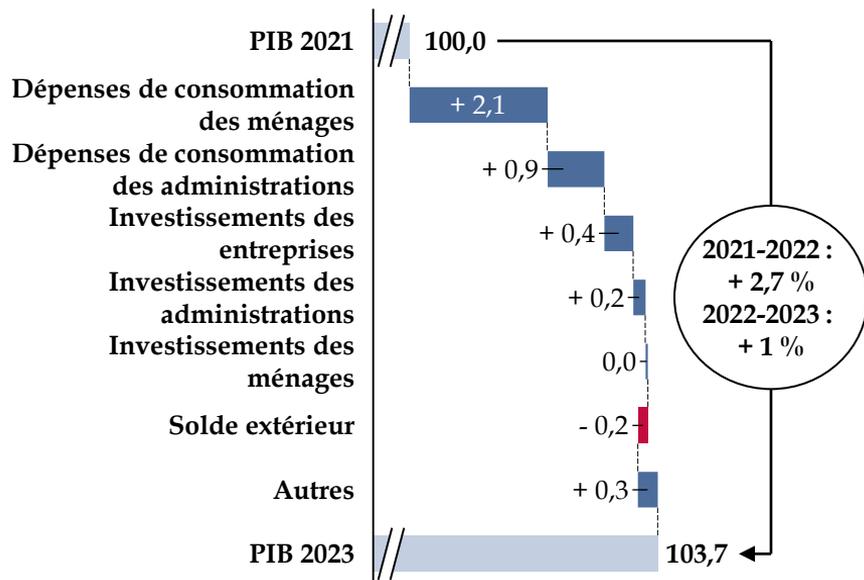
(en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

## Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement

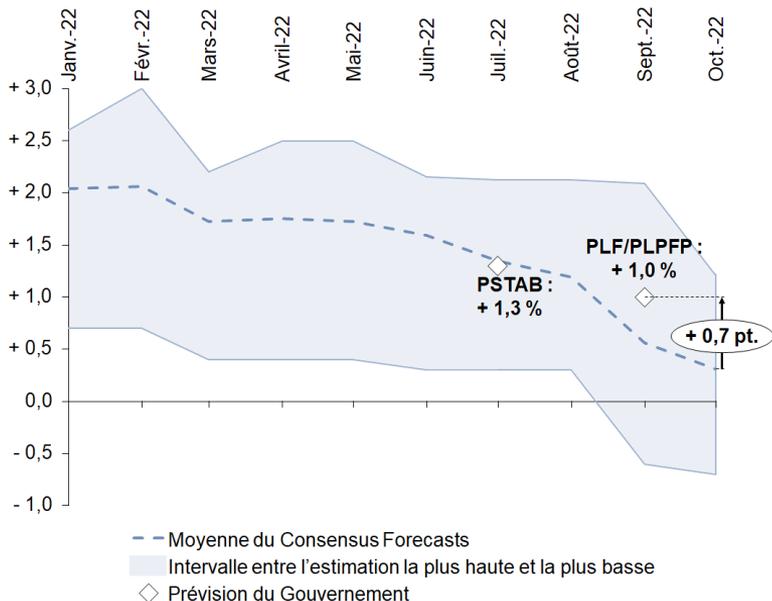
(en volume – en pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

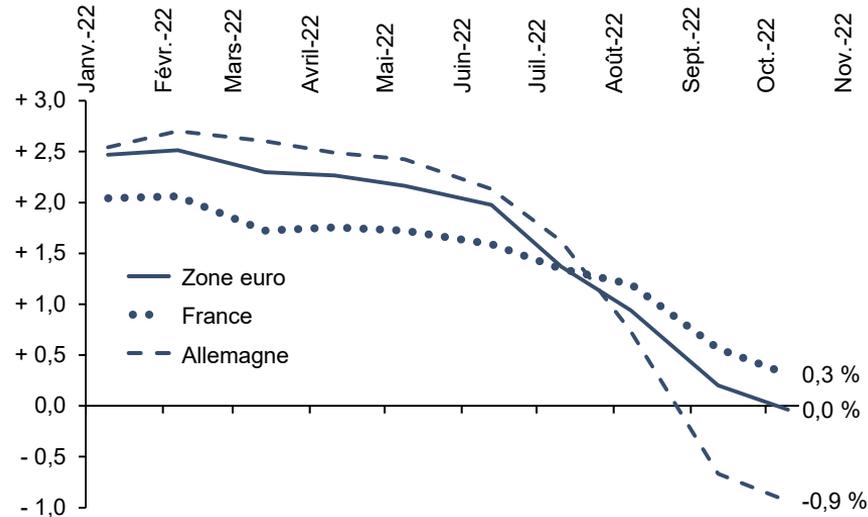
# Au regard du consensus des économistes et des derniers développements conjoncturels, la prévision gouvernementale est trop optimiste

## Évolution de la prévision de croissance du PIB pour la France en 2023 (en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

## Évolution de la prévision de croissance pour la zone euro, l'Allemagne et la France en 2023 (en volume – en pourcentage)

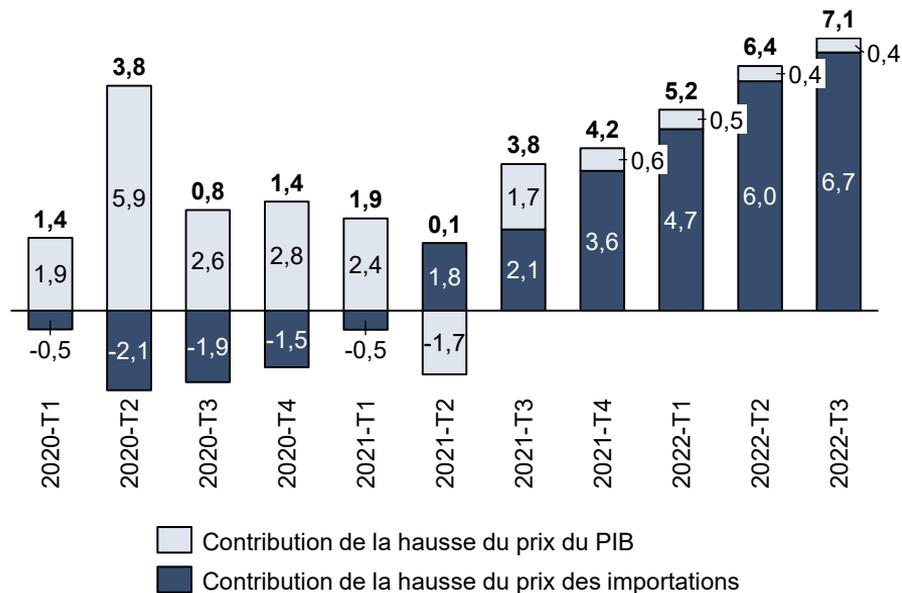


Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

# L'inflation en France reste majoritairement importée et liée à la hausse des prix de l'énergie

## Évolution du prix des ressources en comptabilité nationale

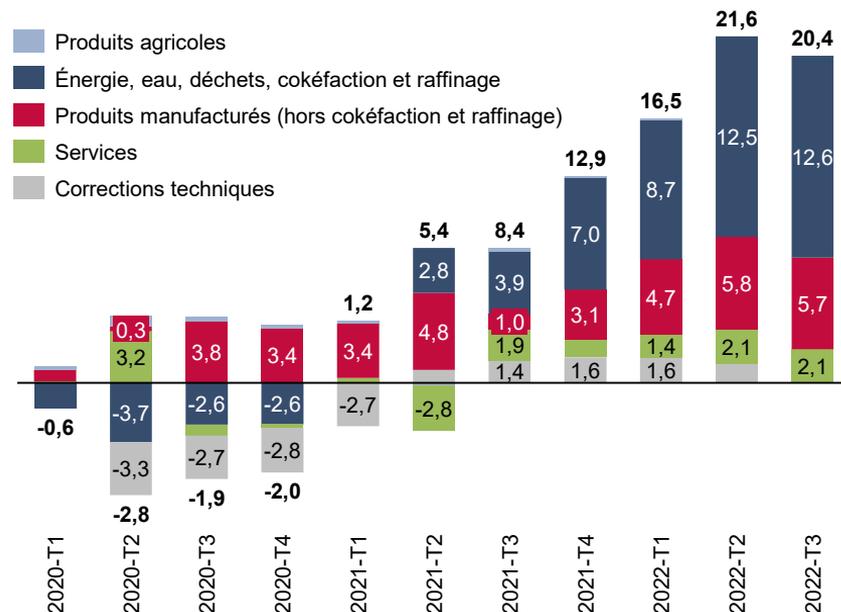
(en pourcentage – taux de croissance par rapport au trimestre de l'année précédente – contribution en point de pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE

## Évolution du prix des importations

(en pourcentage – taux de croissance par rapport au trimestre de l'année précédente – contribution en point de pourcentage)

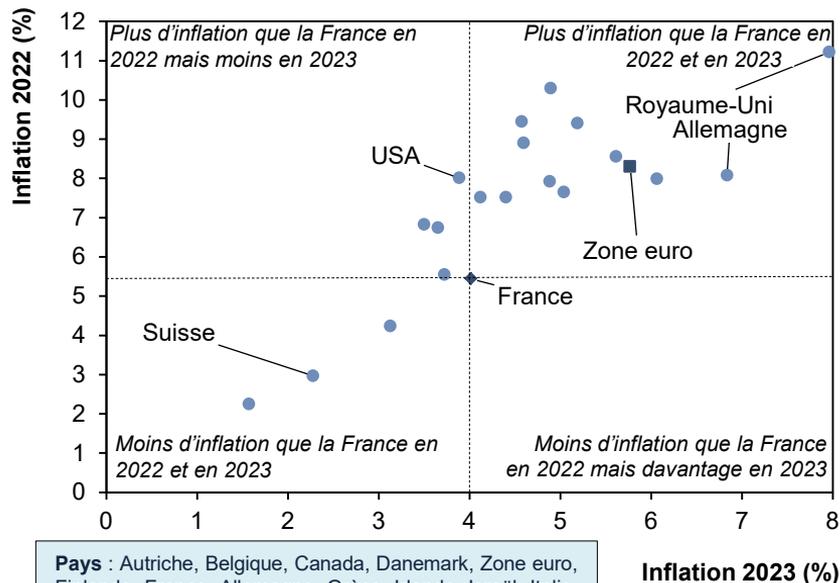


Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

# Si l'inflation est mieux maîtrisée en France que dans d'autres pays, c'est au prix d'une forte mobilisation des comptes publics

## Distribution de plusieurs économies développées selon leur taux d'inflation en 2022 et 2023

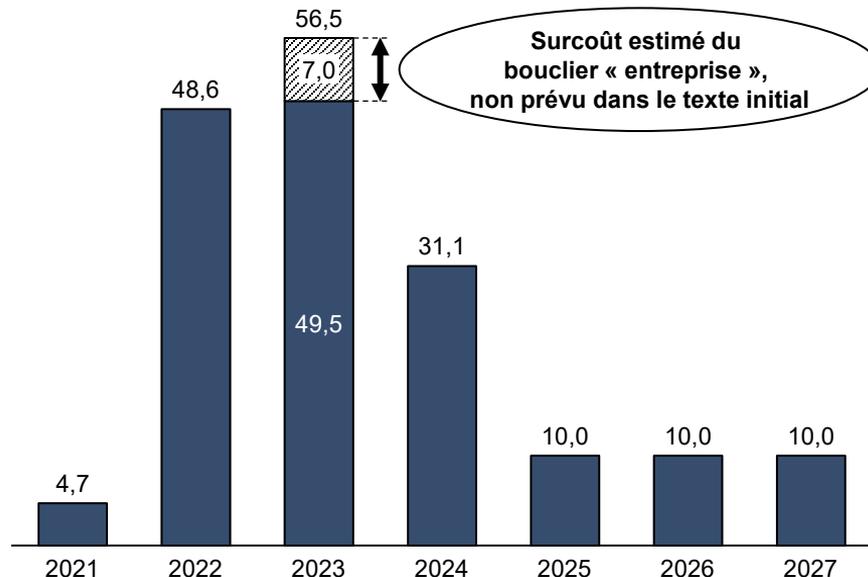
(en pourcentage)



Source : commission des finances d'après les prévisions du Consensus Forecasts d'octobre 2022

## Évolution des dépenses engagées face à la crise de l'énergie

(en milliards d'euros)

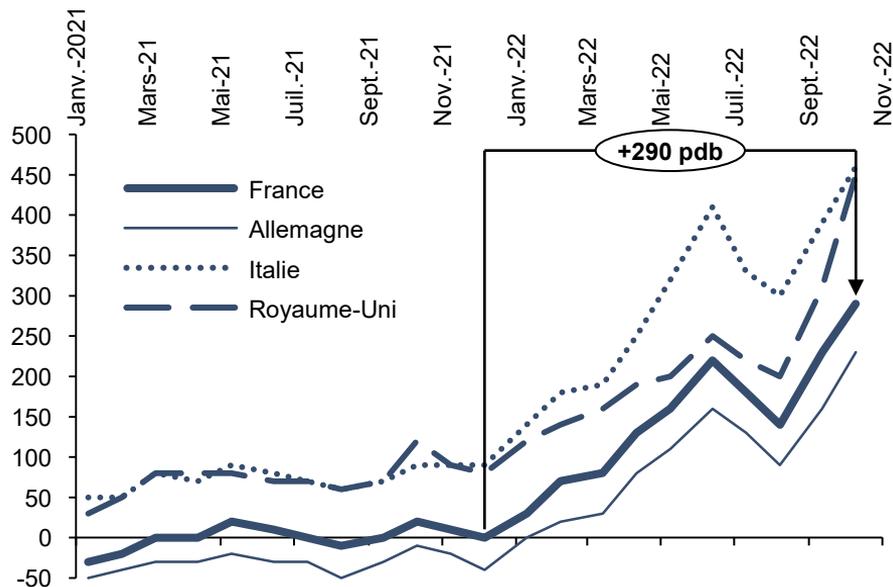


Source : commission des finances du Sénat d'après les réponses au 6 questionnaire du rapporteur général

# Le redressement rapide des taux d'intérêts a soulevé le risque d'une fragmentation du marché obligataire en zone euro

## Évolution des taux des obligations souveraines à 10 ans en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni

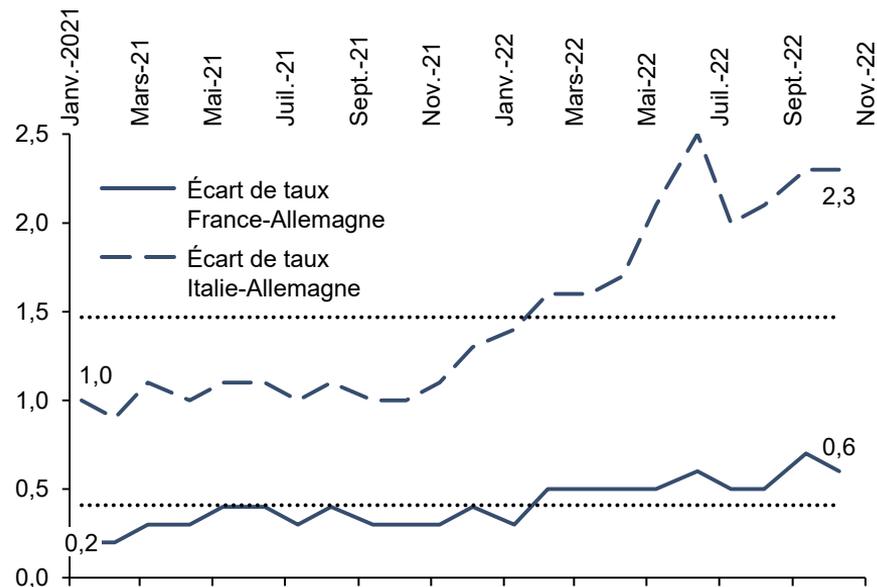
(en point de base)



Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts d'octobre 2022

## Évolution de l'écart des rendements des obligations souveraines à 10 ans françaises et italiennes à celui de l'obligation souveraine allemande

(en pourcentage)



Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts d'octobre 2022

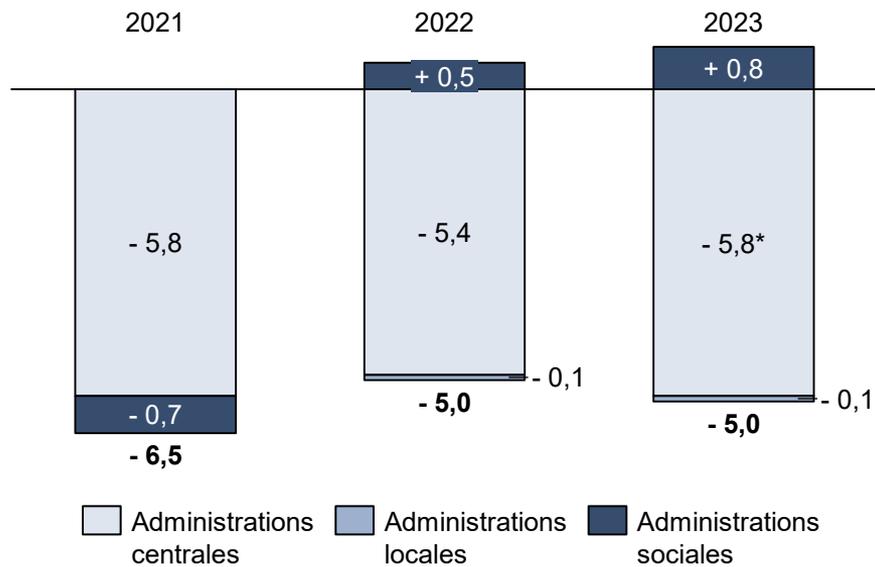


**La dégradation des comptes publics ne s'explique pas uniquement par l'effet des mesures de crises et appelle une réponse immédiate**

# Les niveaux du solde public et de l'endettement public restent particulièrement dégradés

## Prévision d'évolution du solde public

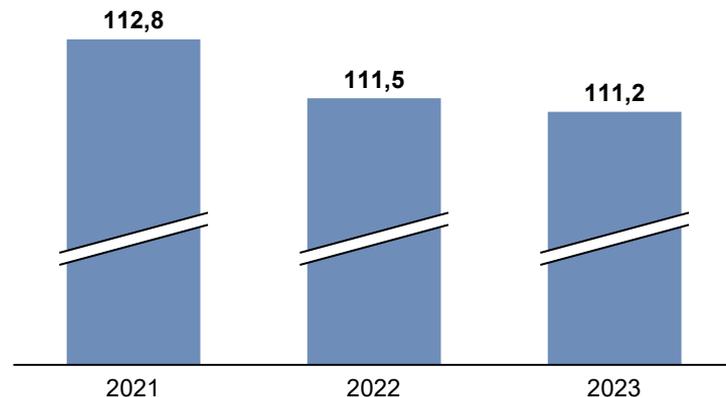
(en point de PIB – l'arrondi de la somme n'est pas nécessairement égal à la somme des arrondis)



Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

## Prévision d'évolution de l'endettement public

(en point de PIB)

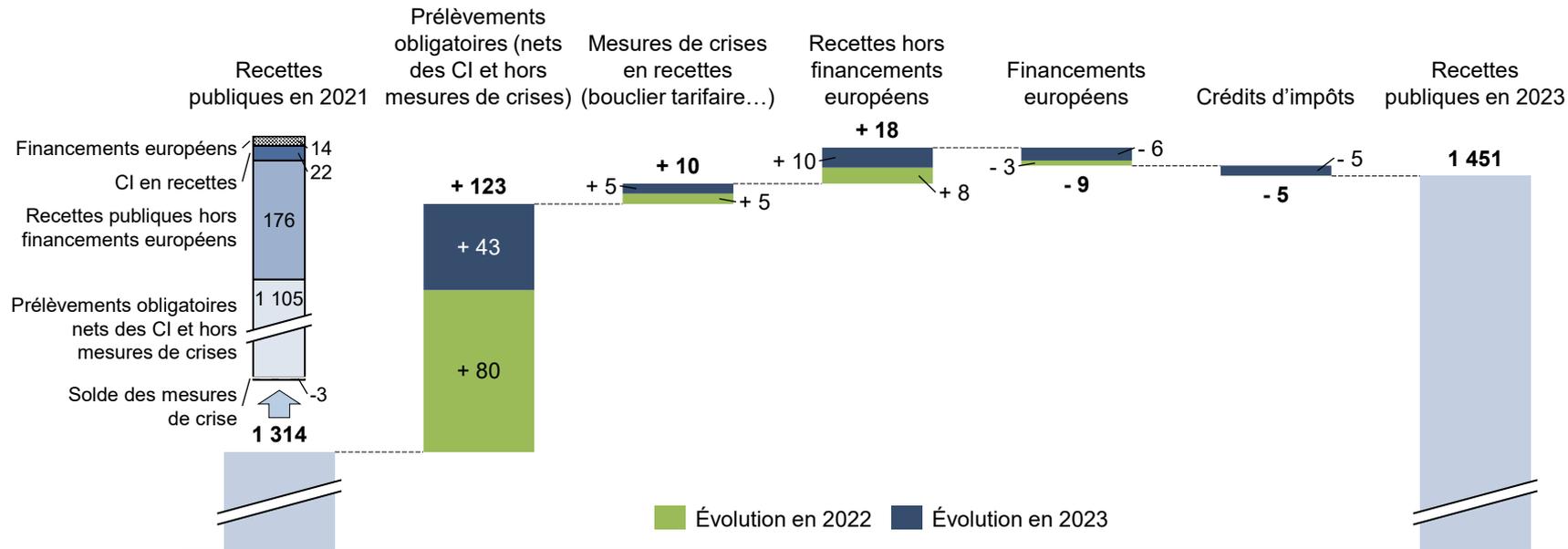


Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

# Les recettes progresseront moins rapidement en 2023 et seront soutenues de façon exceptionnelles par des versements de la part des producteurs d'électricité

## Décomposition des facteurs d'évolution des recettes publiques entre 2021 et 2023

(en milliards d'euros)



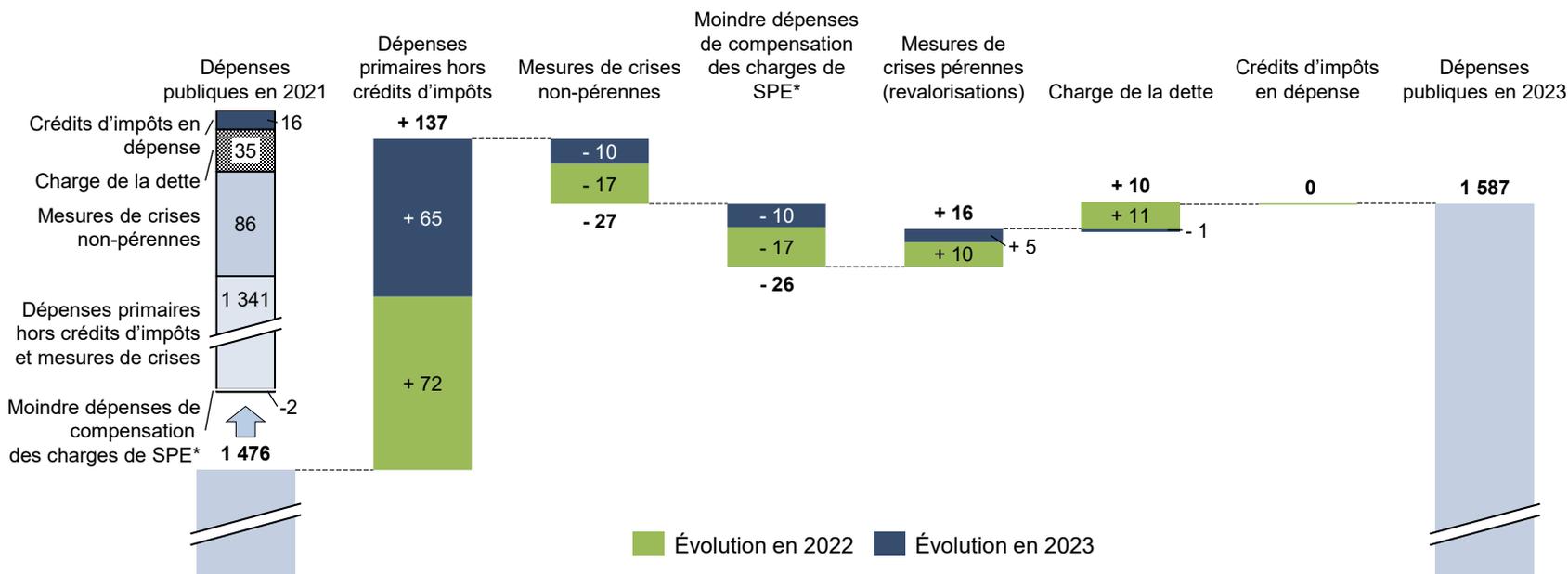
\* CI : crédits d'impôts

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

# Les dépenses progressent fortement alors même que des économies temporaires bénéficient aux administrations publiques

## Décomposition des facteurs d'évolution des dépenses publiques entre 2021 et 2023

(en milliards d'euros)



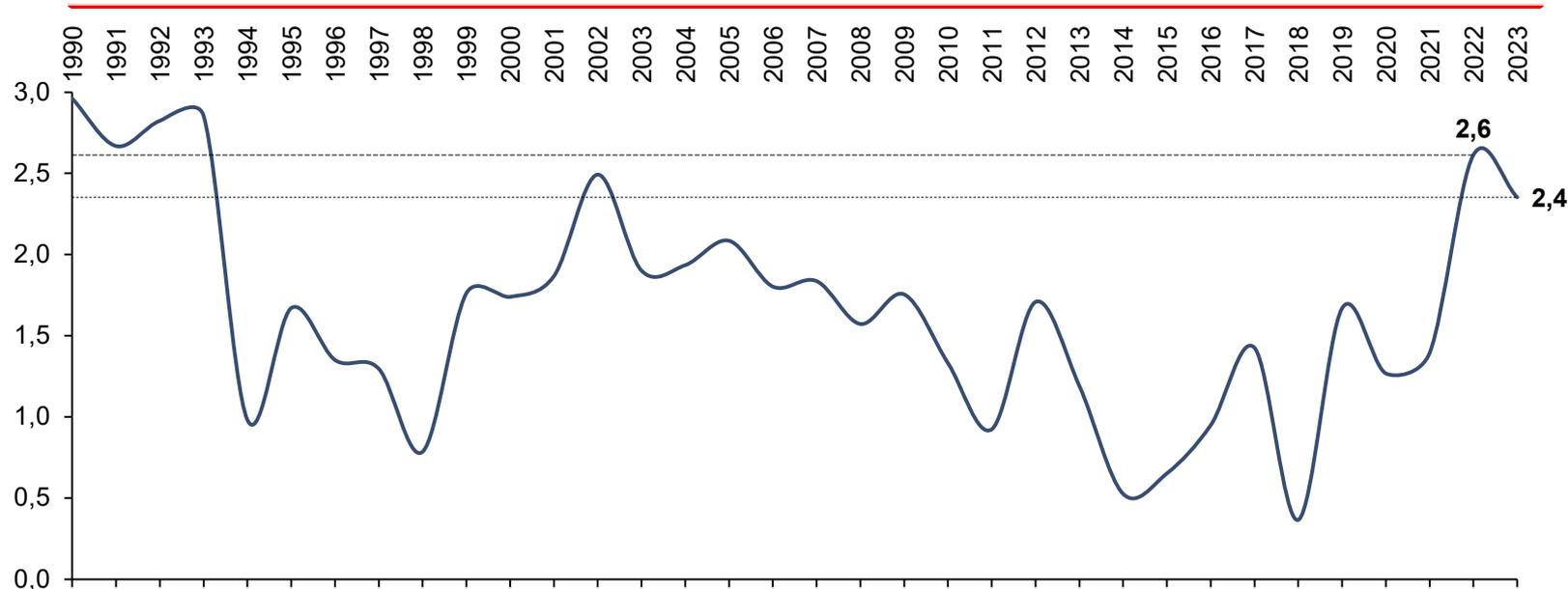
\* CI : crédits d'impôts – SPE : service public de l'électricité

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

# Sur longue période et rapportée au PIB, la hausse des dépenses primaires hors mesures de crises est très importante

## Progression en point de PIB des dépenses primaires retraitées des mesures de crise

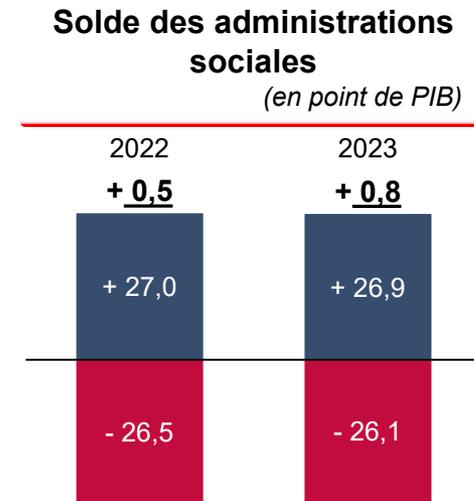
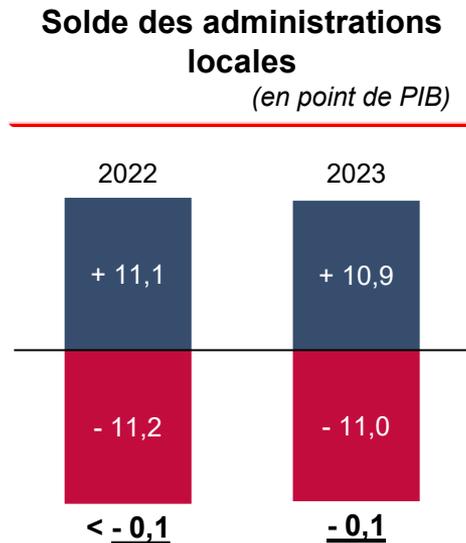
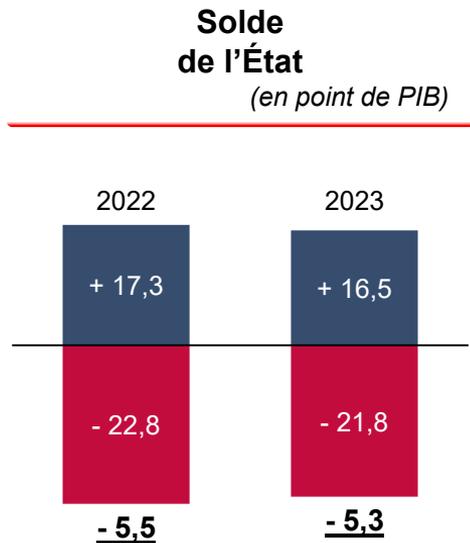
(en point de PIB)



Note : en 2009 et 2010 ainsi que de 2020 à 2023, les dépenses primaires sont retraitées du coût des mesures engagées pour faire face aux crises économiques, sanitaire et énergétique

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

# Les comptes de l'État expliquent l'entière dégradation des comptes des administrations publiques



■ Dépenses ■ Recettes

Note de lecture : en 2023, les dépenses de l'État représenteront 21,8 points de PIB et les recettes 16,5 points de PIB. Le solde des dépenses et des recettes s'élèverait donc à - 5,3 % du PIB

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

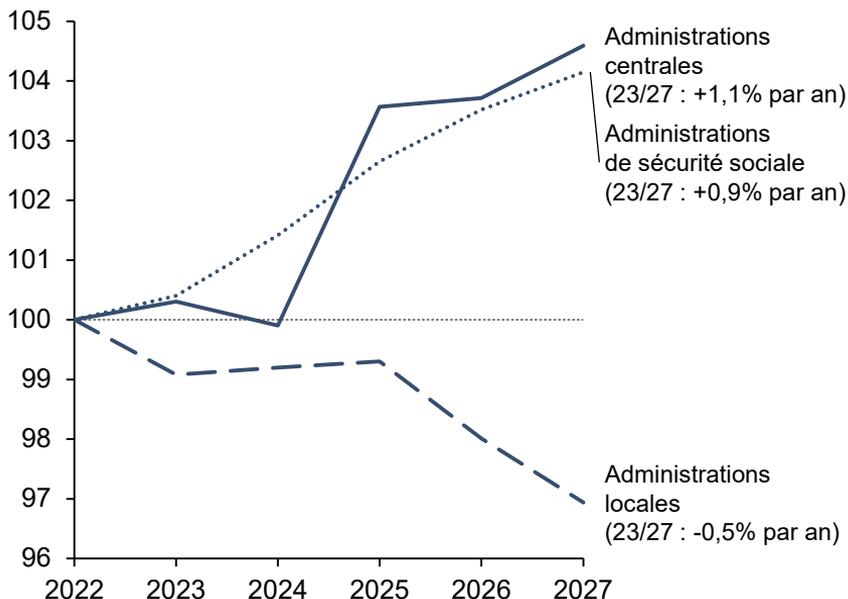
Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

# Une consolidation des comptes dans un délai rapide nécessite une maîtrise des dépenses dès l'année 2023

## Trajectoire d'évolution des dépenses publiques proposée par le Gouvernement

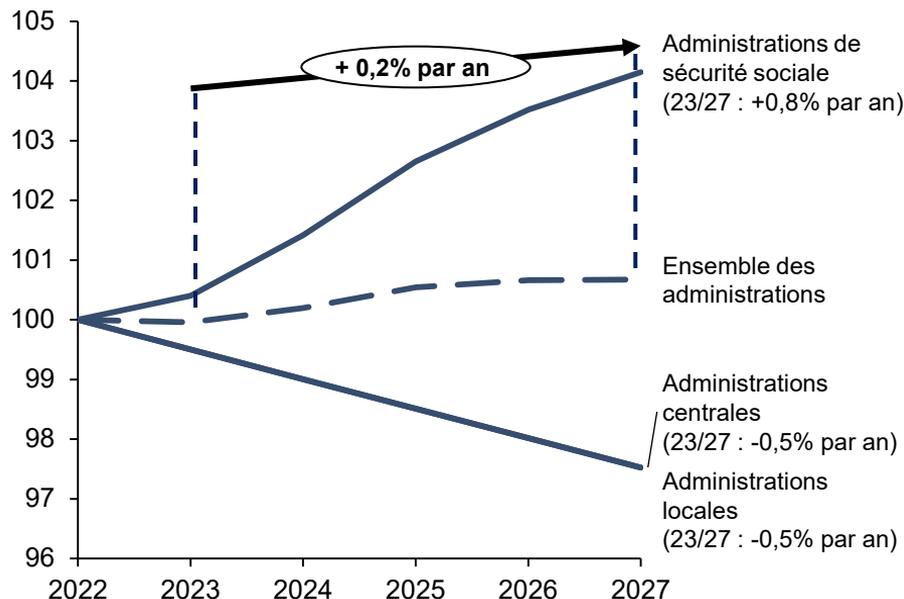
(hors charge de la dette et hors mesures de crises - en volume – base 100 en 2022)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

## Trajectoire d'évolution de la dépense publique proposée par la commission des finances

(hors charge de la dette et hors mesures de crises - en volume – base 100 en 2022)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

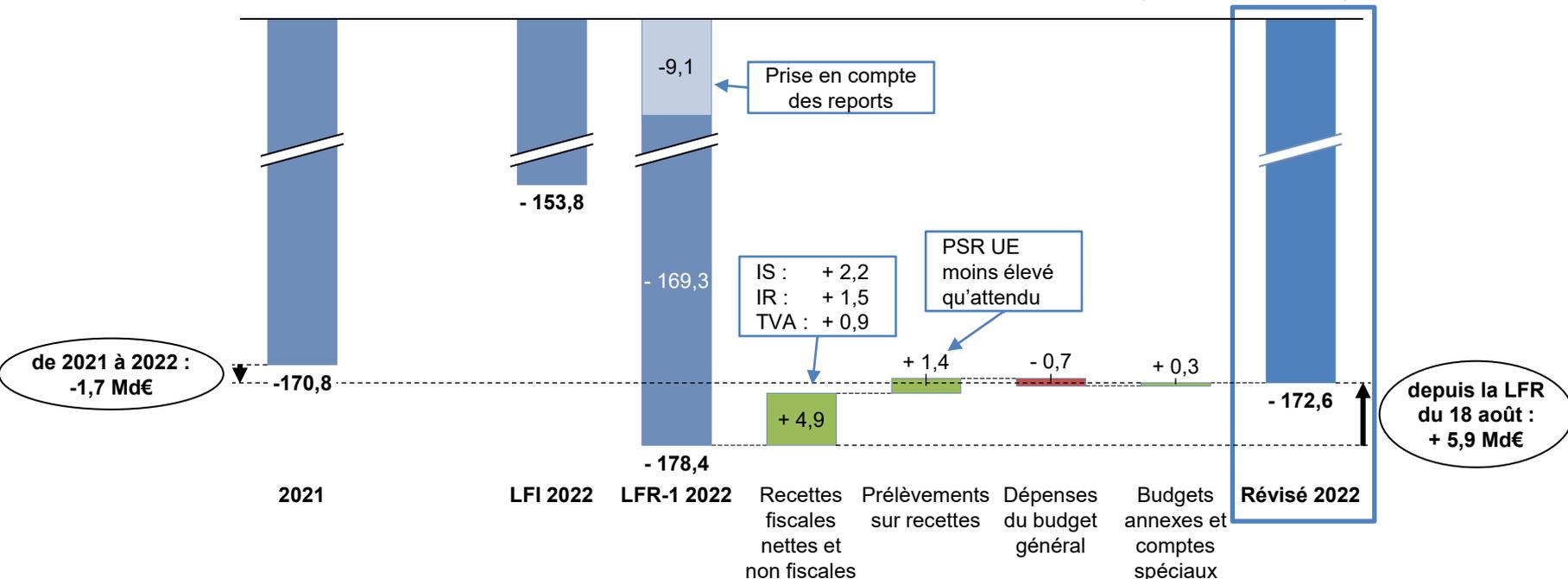


**Le déficit budgétaire de l'État ne quitte pas les sommets atteints pendant la crise sanitaire**

# En 2022, le déficit est légèrement amélioré par les rentrées fiscales mais demeure supérieur à celui de 2021

## Évolution des estimations de solde budgétaire en 2022

(en milliards d'euros)

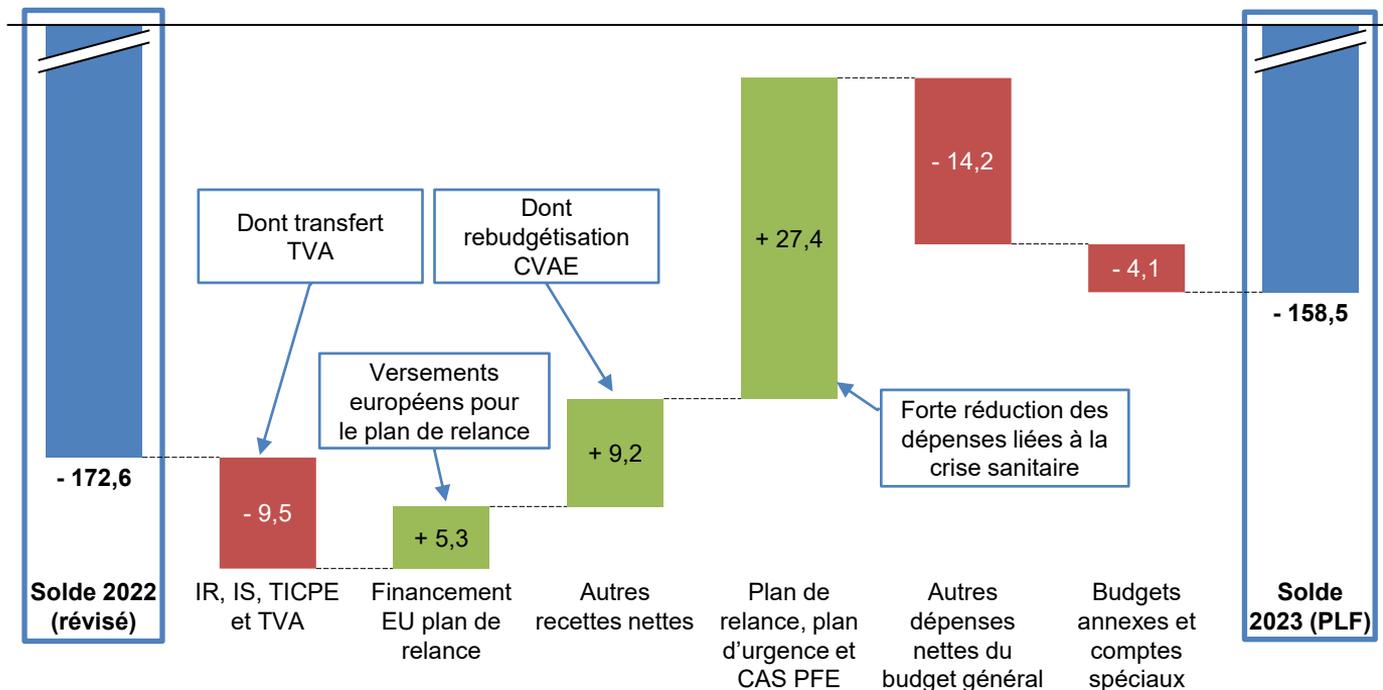


Source : commission des finances du Sénat. L'estimation révisée correspond à celle présentée en septembre 2022 (présentation du projet de loi de finances pour 2023) et non à celle résultant du projet de loi de finances rectificative de fin d'année, non encore connue.

# Le déficit présenté pour 2023, tout en restant très élevé, bénéficierait de la réduction des dépenses liées à la crise sanitaire

## Évolution du déficit budgétaire de l'État entre 2022 et 2023

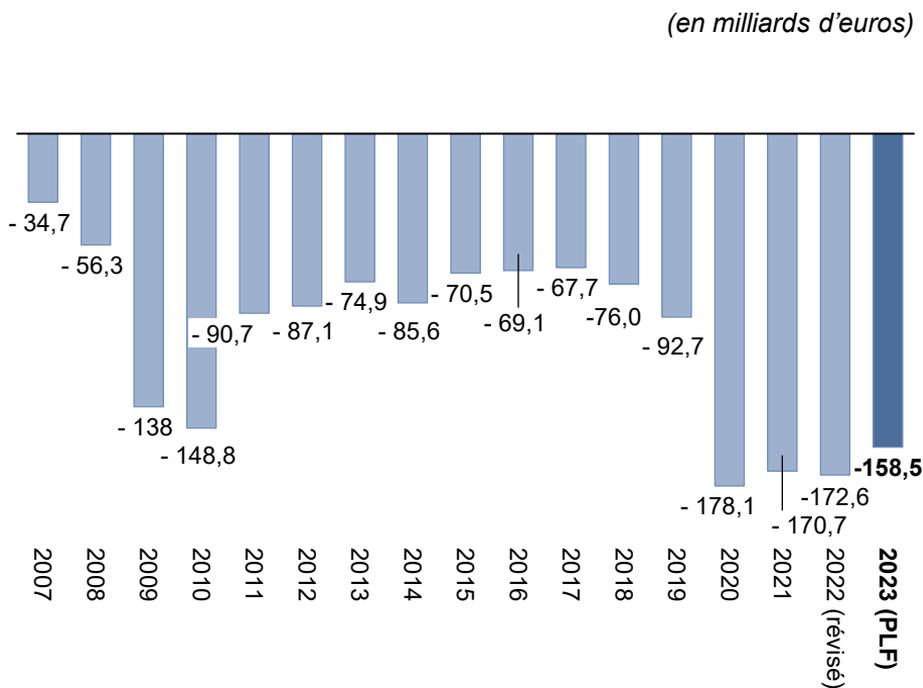
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

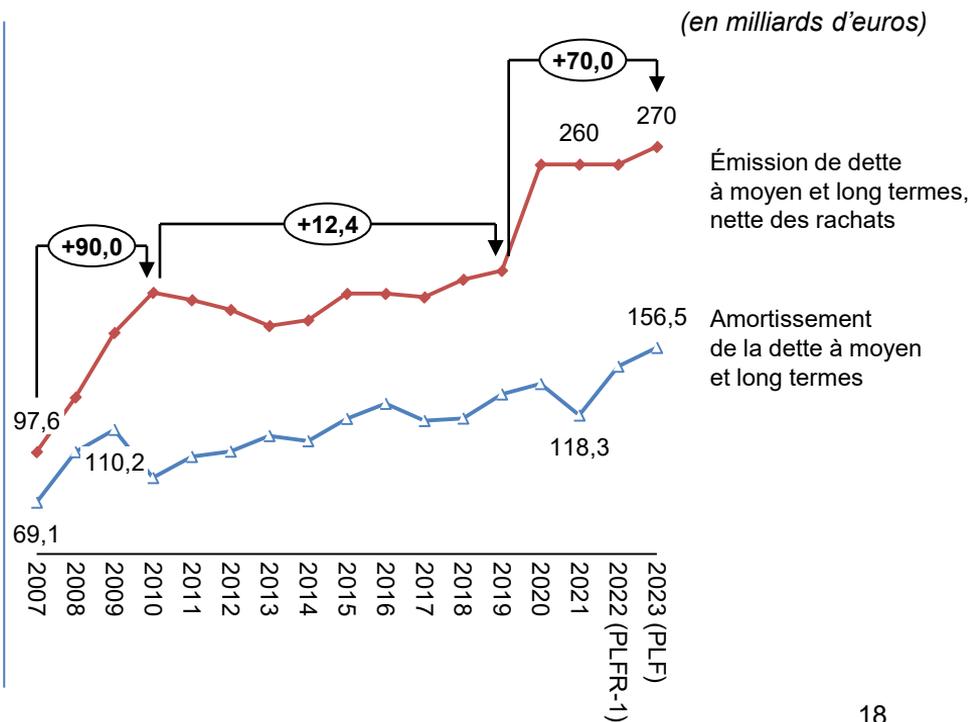
# L'accumulation des déficits nécessite des emprunts nouveaux et oblige à des remboursements de dette toujours plus élevés

## Historique du déficit budgétaire



Source : commission des finances du Sénat

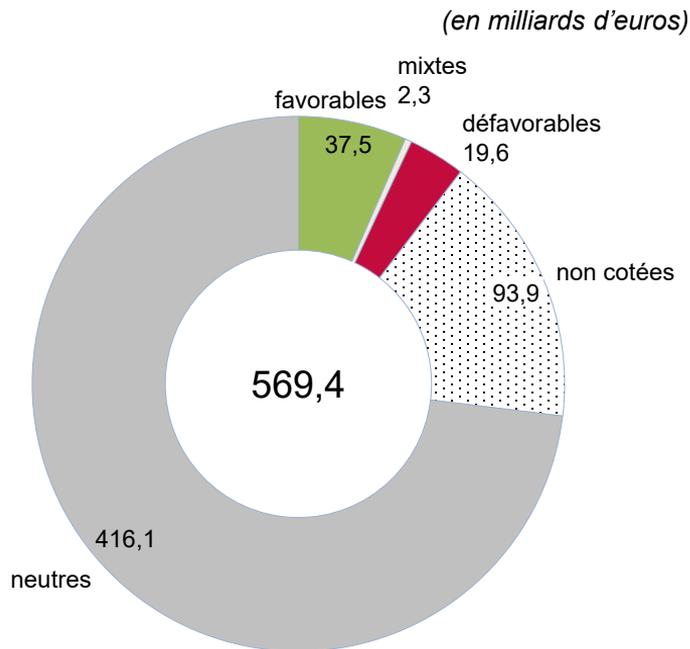
## Progression des émissions de dette et des charges de remboursement



Source : commission des finances du Sénat

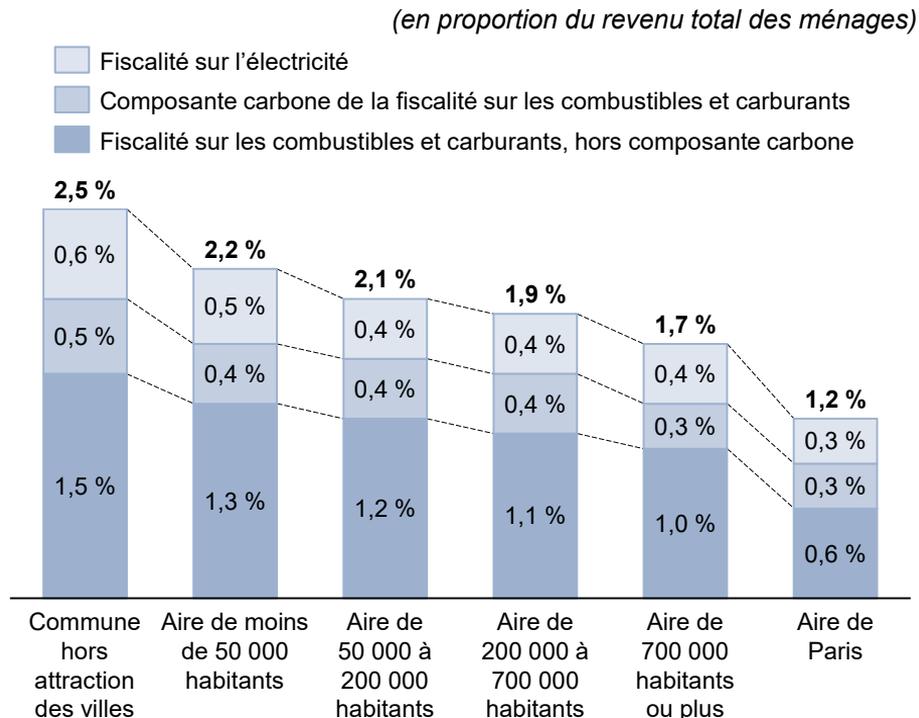
# Le montant des dépenses défavorables au climat est multiplié par deux en 2023, tandis que la fiscalité énergétique pèse de manière inéquitable sur les ménages

## Cotation environnementale des dépenses de l'État



Source : commission des finances du Sénat, à partir du rapport sur l'impact environnemental du budget

## La fiscalité énergétique dans le revenu des ménages



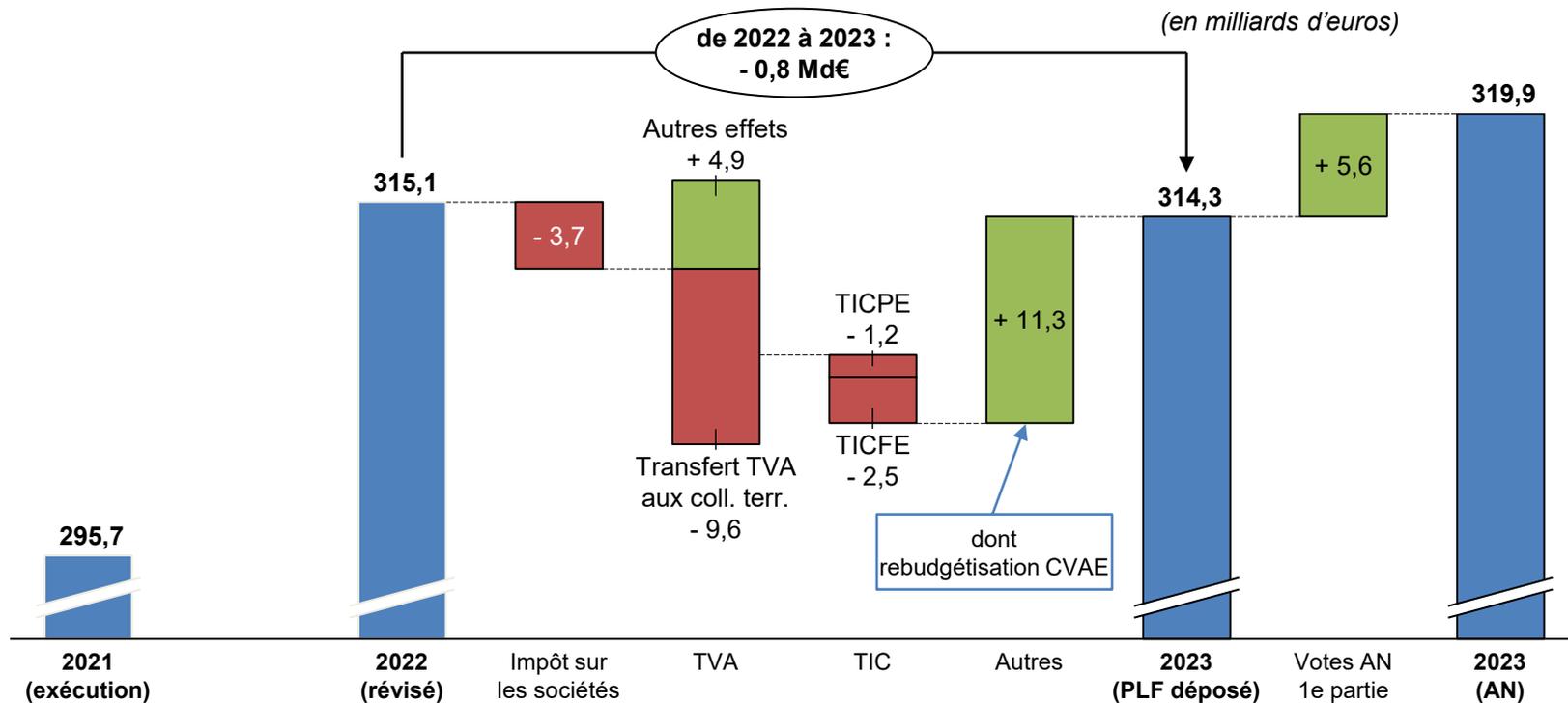
Source : commission des finances du Sénat, à partir du rapport sur l'impact environnemental du budget

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall is filled with people seated at desks, facing a central stage area. The architecture is ornate, featuring classical columns and statues. The text is centered in the foreground.

• **Les recettes de l'État diminuent  
de 2,7 % en volume**

# Les recettes fiscales nettes se réduisent sous l'effet de nouveaux transferts de fiscalité

## Évolution des recettes fiscales nettes de 2022 à 2023

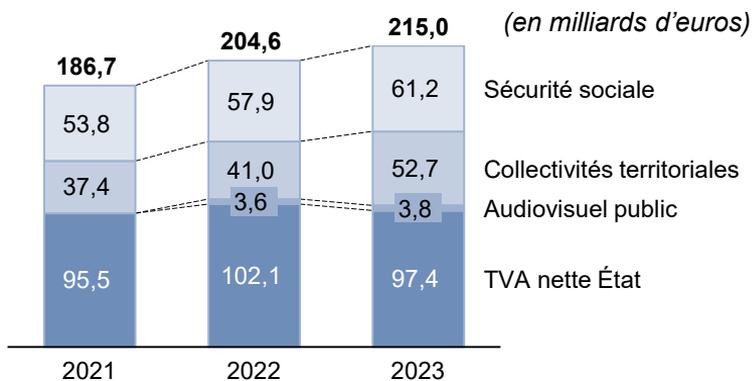


TIC : taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et sur la consommation finale d'électricité (TICFE).

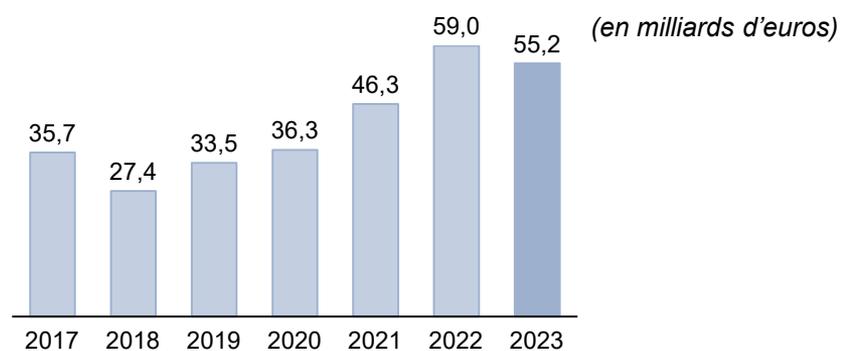
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires.

# Les recettes des grands impôts revenant à l'État sont stables ou en diminution

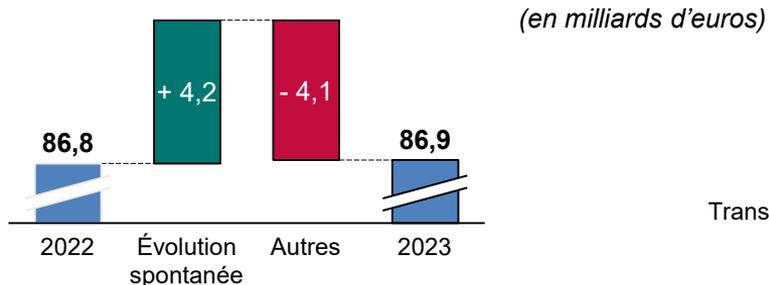
## Répartition de la TVA nette



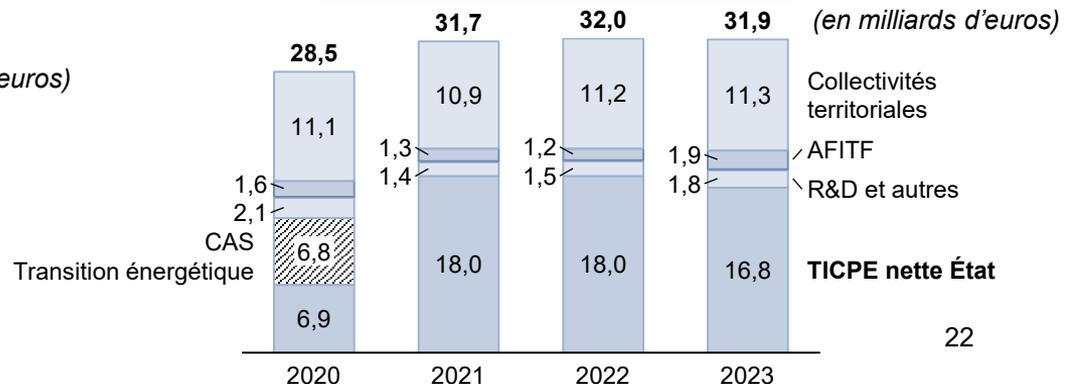
## Impôt sur les sociétés (IS) net



## Impôt sur le revenu



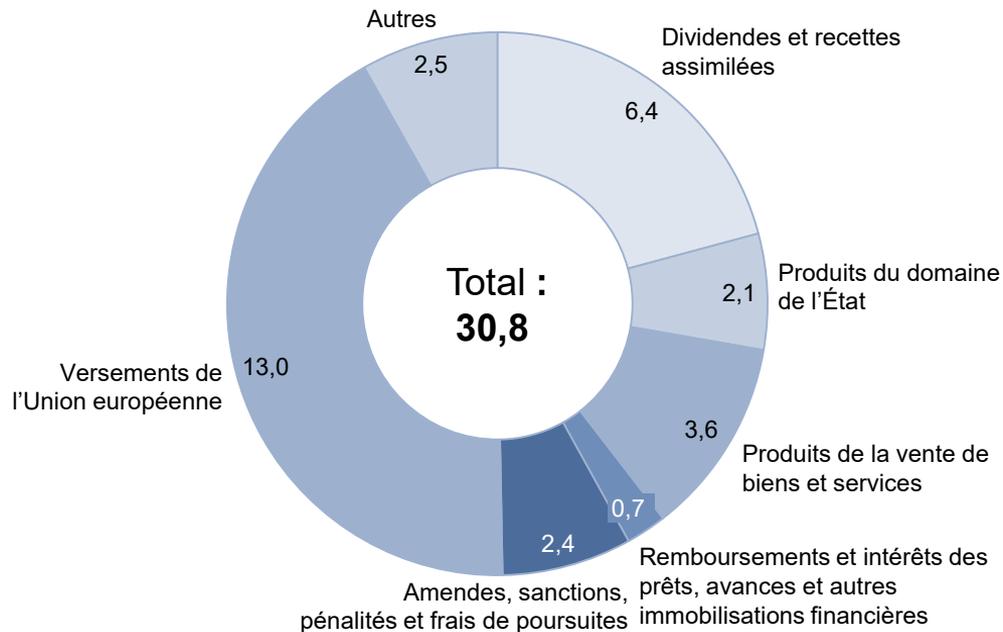
## Répartition de la TICPE



# Le versement de l'Union européenne au titre du plan de relance occupe une place majeure parmi les recettes non fiscales

## Les recettes non fiscales en 2023

(en milliards d'euros)



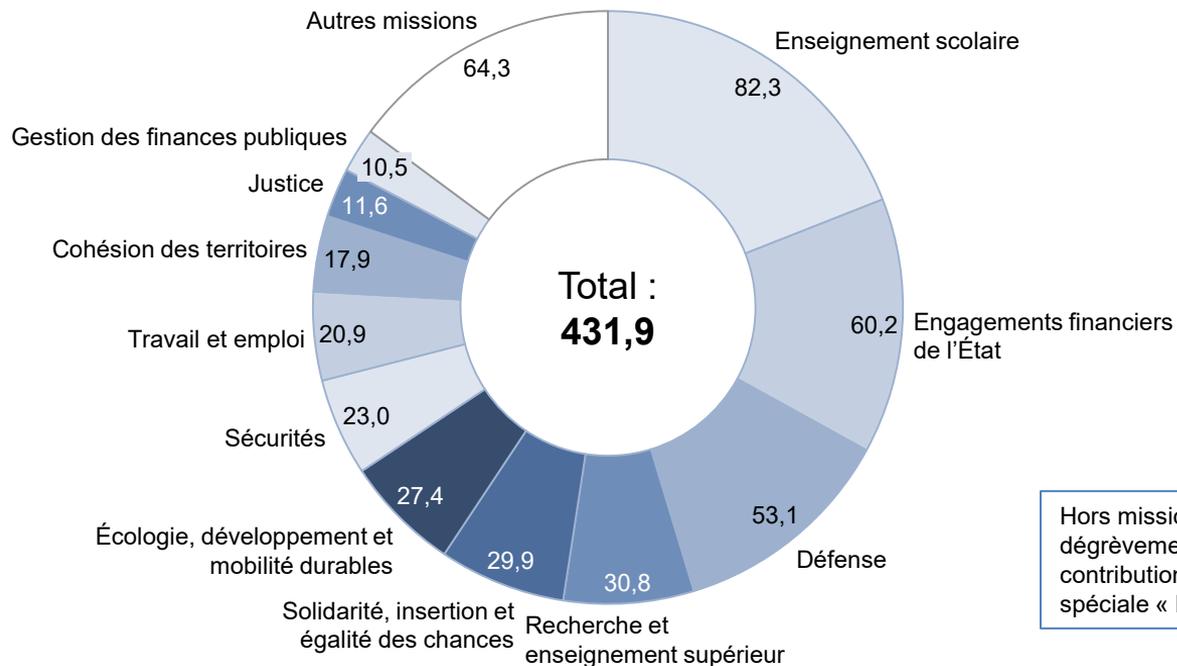


# Les dépenses de l'État ou le budget des non-choix

# La mission « Engagements financiers de l'État » redevient la deuxième mission du budget général, illustrant le retour du poids de la dette dans les choix budgétaires

## Les principales missions du budget général en crédits de paiements

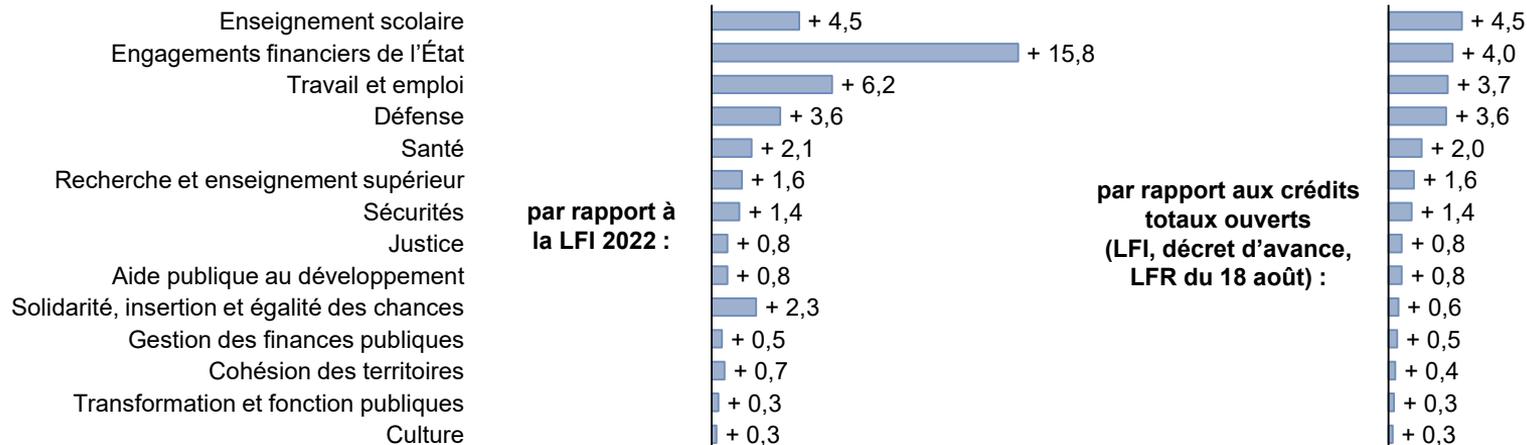
(en milliards d'euros)



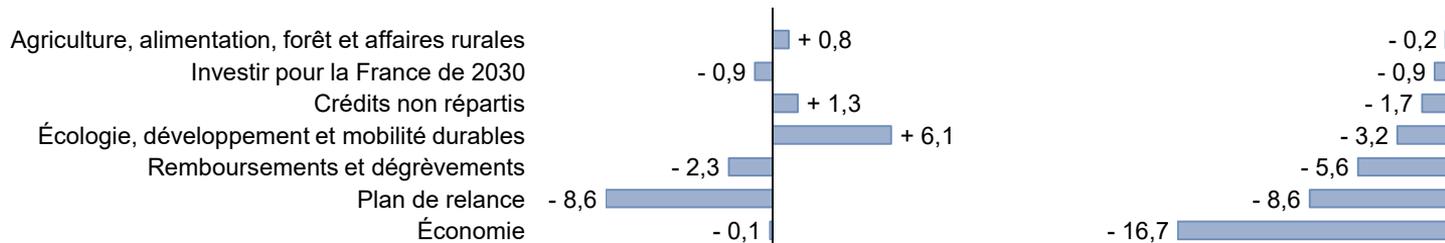
# L'augmentation des crédits est particulièrement marquée par rapport à la loi de finances initiale pour 2022, dans le prolongement des crédits ouverts en cours d'année

## Évolution des crédits des missions entre 2022 et 2023

(en milliards d'euros)



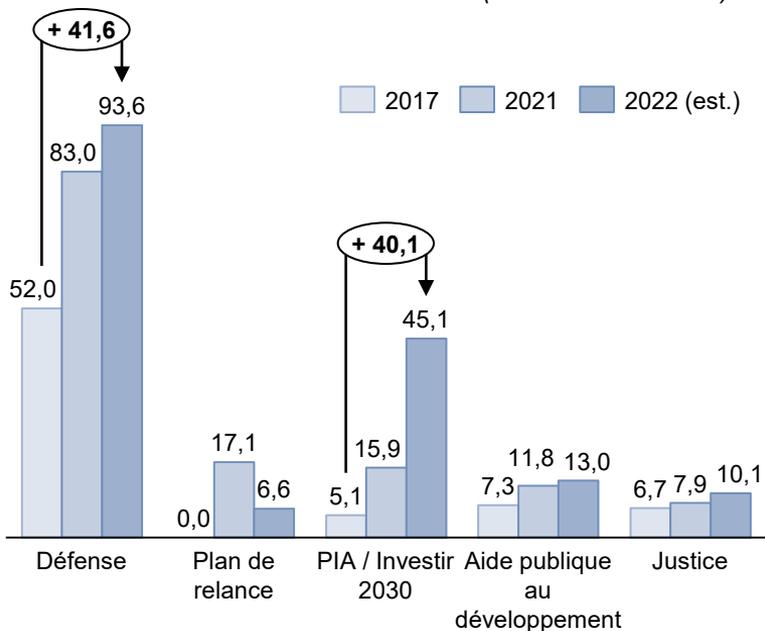
hors missions dont les crédits évoluent de moins de 0,3 milliard d'euros



# Le niveau exceptionnel des dépenses déjà engagées contraint les décisions budgétaires à venir

## Évolution des restes à payer entre 2017 et 2022

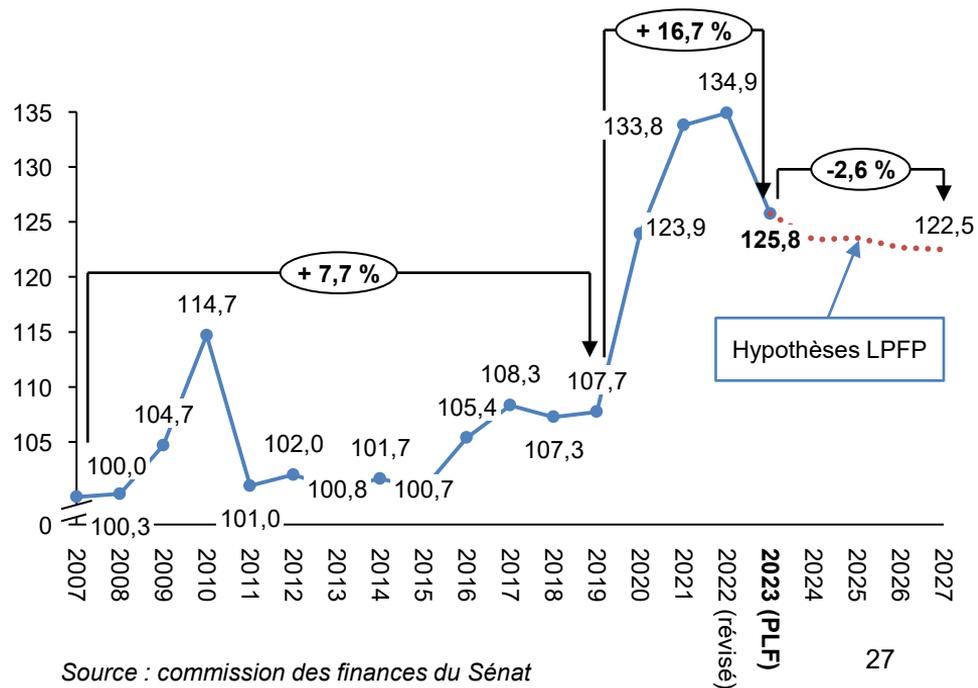
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat

## Évolution à moyen terme des dépenses nettes du budget général, corrigées de l'inflation

(en milliards d'euros)

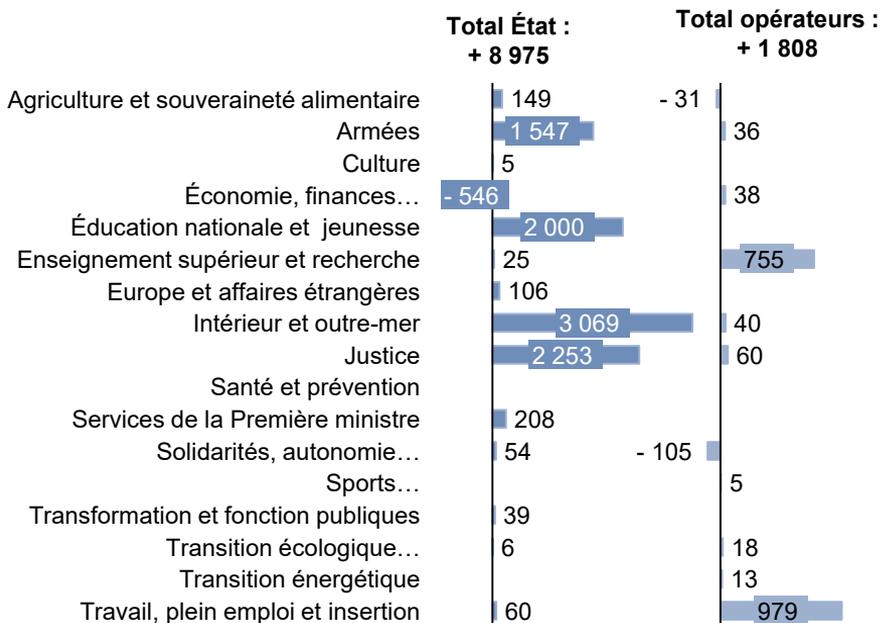


Source : commission des finances du Sénat

# Les dépenses de personnel augmentent par l'effet du nombre des emplois créés comme des rémunérations

## Évolution des effectifs dans les ministères en 2022

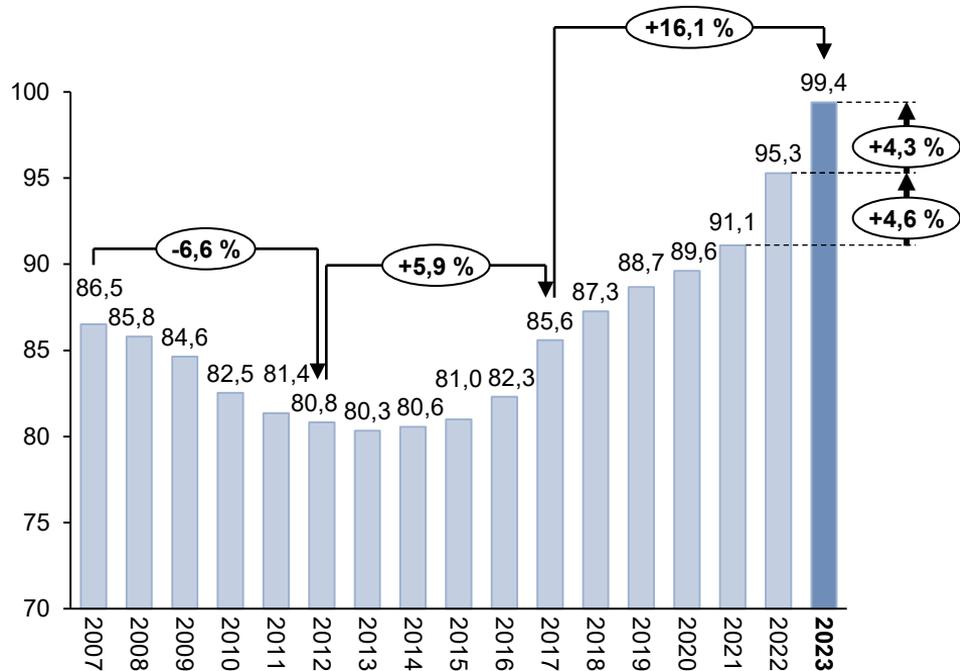
(en équivalents temps plein)



Source : commission des finances du Sénat

## Évolution annuelle de la masse salariale (hors pensions)

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat



# Projet de loi de finances pour 2023

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 2 novembre 2022

